

## Lettre de Jean Chauvel à Antoine Pinay (Londres, 14 juin 1955)

**Légende:** Le 14 juin 1955, Jean Chauvel, ambassadeur de France à Londres, livre à Antoine Pinay, ministre français des Affaires étrangères, son opinion sur les causes de l'évolution de la politique soviétique et de l'abandon de l'immobilisme stalinien.

**Source:** Ministère des Affaires étrangères; Commission de publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume I: 1955, 1er janvier-30 juin. Paris: Imprimerie nationale, 1987. 849 p. p. 771-775.

**Copyright:** (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/lettre\\_de\\_jean\\_chauvel\\_a\\_antoine\\_pinay\\_londres\\_14\\_juin\\_1955-fr-00a62c4b-d05d-4cf0-b720-bbde4646ce5c.html](http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_jean_chauvel_a_antoine_pinay_londres_14_juin_1955-fr-00a62c4b-d05d-4cf0-b720-bbde4646ce5c.html)

**Date de dernière mise à jour:** 03/07/2015

D. n° 1063.

## Lettre de Jean Chauvel à Antoine Pinay (Londres, 14 juin 1955)

Par mes dépêches nos 770 <sup>(1)</sup> et 903 <sup>(2)</sup> des 2 et 18 mai derniers, j'ai fait part à Votre Excellence de propos tenus à Londres par l'ambassadeur de l'U.R.S.S. et par certains de ses collaborateurs.

J'ai revu depuis lors M. Malik qui, tout naturellement, m'a parlé des échéances et des rencontres prochaines. J'ai vu aussi mon collègue yougoslave, M. Velebit, qui a, sur les affaires russes, une vue latérale intéressante. De ces entretiens et de quelques autres, portant sur les faits qui sont dans les journaux, je crois pouvoir tenter de dégager certaines conclusions.

Bien des choses ont été dites et écrites sur les intentions russes. Il a été affirmé notamment que la tactique de Moscou était seule changée, la politique soviétique demeurant ce qu'elle a toujours été.

Je pense que cela est vrai si l'on entend par là que les gouvernants de l'U.R.S.S. n'ont pas cessé de croire au triomphe final du communisme dans le monde, de souhaiter ce triomphe et d'y travailler de leur mieux. Je pense même que cela est un truisme. Il serait aussi vrai, aussi peu original et aussi peu intéressant de rappeler qu'aux États-Unis, pour ne parler que ce de pays-là, plusieurs souhaitent l'écrasement du communisme dans le monde, s'emploient à le préparer et considèrent cette occupation comme la plus importante qui puisse se poursuivre. Sans mettre en cause ces vérités premières, nous devons nous efforcer de voir clairement jusqu'où va le changement de tactique et dans quelle mesure il peut affecter la situation générale et de développement de ce qu'on est convenu d'appeler la guerre froide.

Or, il me semble que ce changement va loin.

Depuis des années, nous avons pris l'habitude des refus soviétiques, quelle que fût l'offre faite par nous. Nous étions accoutumés à voir les représentants de l'U.R.S.S. présenter des propositions d'apparence positive, en fait inacceptables par nous et connues pour telles, qui revenaient néanmoins pareilles ou quasi à certains anniversaires. Dans les cas mêmes où une concession réelle eût pu gêner nos propres mouvements, Moscou ne bougeait point, prenant ainsi des risques négatifs, mais ceux-là seulement. Ainsi s'était établi le rythme d'échanges de déclarations essentiellement destinées, de part et d'autre, à la propagande et sous le couvert desquelles les puissances occidentales poursuivaient une sorte de guerre de siège, poussant leurs positions en direction des frontières soviétiques cependant qu'aux États-Unis, les armes destinées aux interventions en profondeur augmentaient en puissance et en nombre.

Ce processus, qui était celui de la guerre froide, est aujourd'hui renversé. Les Russes prennent des initiatives en Autriche, en Yougoslavie et en Allemagne. Ils acceptent des propositions occidentales sur le désarmement et en présentent eux-mêmes de nouvelles. Ces divers mouvements ne sont pas gestes de propagande, ou du moins pas uniquement cela. Ils ont une sanction pratique que l'on voit dès maintenant en Autriche, que l'on verra sans doute bientôt en Yougoslavie et dans les pays circonvoisins, que l'on verrait en Allemagne d'après la suite donnée à l'invitation reçue par le Chancelier et aux ouvertures contenues, notamment, dans la note russe du 10 mai. Destinées à être suivies d'effet, ils ne se présentent plus, comme les propositions antérieures, à la façon d'un bloc qui serait à prendre ou à laisser. Une préparation les précède au cours de laquelle des formules sont officieusement mises en circulation. À propos d'Autriche, il a été question, dès octobre dernier, de bases et de points d'appui. Les réactions étant mauvaises, Moscou est passé à autre chose. De même, nous avons entendu parler dernièrement, à propos de l'Allemagne, d'une neutralité susceptible de s'étendre à une bande de territoire traversant l'Europe de la Suède à la Yougoslavie. Il est apparu que ce terme n'avait pas cours. Sans doute les choses seront-elles, lors des prochaines rencontres, autrement prises.

En bref, l'U.R.S.S. prend maintenant des risques positifs. Sortie de ses lignes, elle nous offre maintenant une rencontre en rase campagne. Et nous ne pouvons refuser cette rencontre. À en juger par ce que je vois ici, l'opinion publique de nos pays ne comprendrait pas ce refus. Nous allons donc être exposés à des surprises. Dans le jeu qui s'ouvre, nos adversaires auront l'avantage du système totalitaire, qui assure à ses dirigeants

le secret et leur permet de retourner brusquement une position sans s'exposer aux sanctions de leurs administrés. Nous avons connu cela d'une autre part en d'autre temps.

Mais ces premières constatations sont d'ordre mécanique. Elles suffisent à marquer un grand changement. Elles ne permettent pas d'apprécier les raisons de ce changement, sa portée et la tendance à laquelle il répond.

Je pense que les raisons sont de deux sortes. Il en est d'immédiates. Il peut en exister de moins proches.

Les raisons immédiates m'ont été dites tout net par M. Malik : la Russie doit faire tout ce qui dépend d'elle pour détourner le danger d'une Allemagne réarmée disposant de la bombe atomique américaine. En conséquence, dès que les manœuvres entreprises sur le plan intérieur de divers pays pour faire obstacle à la ratification des accords de Paris eurent définitivement échoué, le gouvernement russe, contrairement à ce qu'il avait antérieurement amorcé, a ouvert la négociation. La dénonciation des traités franco-soviétique et anglo-soviétique apparaît comme des gestes formels couvrant cette inconséquence. Qu'ils soient formels en effet est bien clair si l'on constate par ailleurs une bonne humeur, une cordialité et une disposition à la discussion auxquelles les représentants de l'U.R.S.S. ne nous ont pas habitués.

Il s'agit donc de faire tomber les accords de Paris et pour ce, semble-t-il, de les rendre sans objet. Pour atteindre ce résultat, il faut trouver une solution à trois problèmes essentiels : l'Allemagne, la sécurité européenne et le désarmement, la question chinoise demeurant inscrite en marge. C'est précisément le sommaire de la note russe du 10 mai.

Moscou prend donc cette fois des risques, et des risques réels. S'agit-il uniquement de faire tomber des accords de Paris, auquel cas nous pourrions nous trouver en présence d'une simple manœuvre, ou la ratification de ces accords a-t-elle été une occasion de mettre en application un programme politique nouveau fondé sur une appréciation nouvelle de la situation mondiale et des rapports entre l'Occident et l'Orient?

On incline ici à penser qu'au-delà de l'occasion, il existe des causes profondes d'un changement qui ne serait pas seulement de forme mais de fond. Plusieurs hypothèses ont été discutées devant moi.

Beaucoup font état de difficultés économiques graves en U.R.S.S. et chez les satellites qui amèneraient le gouvernement de Moscou à souhaiter reprendre du champ et du souffle.

D'autres ajoutent que l'amélioration de ces conditions économiques ne serait pas compatible avec le développement des armements militaires poussés dans le sens de la bombe à hydrogène.

Sir Ivone Kirkpatrick a évoqué devant moi une autre idée. Il a fait état des préoccupations qu'inspireraient à Moscou l'indépendance croissante de la Chine et la possibilité d'isolement russe entre un Occident hostile et un Extrême-Orient, qui échapperait à son contrôle. Le sous-secrétaire permanent est allé jusqu'à comparer la situation de la Russie d'aujourd'hui à celle de la Pologne de 1940.

Certains pensent que les dirigeants de l'U.R.S.S., qu'ils disposent ou non de la bombe à hydrogène, sont pleinement conscients des effets de cette bombe et en ont conclu, comme l'a fait un jour M. Churchill, à l'impossibilité de faire la guerre si elle doit désormais comporter l'usage de pareilles armes.

Enfin, j'entends dire ici ce qui m'avait été dit d'abord à Paris, d'un propos délibéré qu'auraient les Russes d'élever le niveau de vie de leurs peuples à un niveau comparable d'abord, puis supérieur à celui des populations occidentales et d'utiliser à cette fin tous les moyens dont ils peuvent disposer, y compris les moyens atomiques. Il ne s'agirait plus de parer aux conséquences d'une crise économique étendue mais momentanée. Le propos serait autre et d'autre portée. Il consisterait à faire de l'U.R.S.S. un centre d'attraction alors qu'elle est aujourd'hui, du moins pour ceux qui ne sont pas de la religion, précisément le contraire.

J'estime pour ma part qu'il peut y avoir tout cela ensemble. L'U.R.S.S., éprouvant des difficultés économiques en territoire soviétique comme chez les satellites, constatant le coût de l'équipement militaire atomique, consciente de la vanité d'un armement qui ne peut être utilisé, inquiète de ses relations avec la Chine et désireuse enfin de faire de la Russie un point d'attraction pour les travailleurs du monde, aurait décidé de porter la compétition avec l'Occident sur un terrain nouveau : de la réalisation d'une bombe plus grosse et plus efficace, l'accent serait porté sur l'établissement de conditions de vie meilleures. L'objet, qui est la conquête du monde, demeurerait, mais le moyen ne serait plus la guerre; ce serait l'aménagement de la paix.

Cette hypothèse-là n'est pas plus fondée en fait que diverses autres. J'estime cependant que nous devons sinon la choisir à l'exclusion de toute autre, tout au moins la prendre en considération. Nous sommes habitués à la Russie immobile. Nous sommes préparés, jusqu'à un certain point, à la Russie manœuvrante. Nous ne devons pas être pris au dépourvu par un gouvernement russe décidé à conclure, surtout si cette conclusion tend à vider nos sujets familiers de leur contenu militaire et à aborder d'autres thèmes à traiter tout autrement.

Sous le bénéfice de ces observations générales, mes derniers entretiens avec M. Malik m'ont donné à penser que, du fait des accords de Paris, le traitement du problème allemand est au premier rang des préoccupations soviétiques. Je n'ai pas l'impression que Moscou se soit arrêté à une des solutions possibles. Il me semble au contraire que l'éventail est très ouvert. Il va du maintien de la séparation actuelle, qui devrait être assorti de dispositions particulières de l'ordre de celles qu'indique le mémorandum du 10 mai, jusqu'à la réalisation de l'unité. Mon collègue soviétique ne paraît pas croire que nous désirions sincèrement l'unité ou que M. Adenauer soit prêt à la voir réalisée. Il m'a dit qu'au cas où nous serions disposés à aller jusque-là, son gouvernement nous suivrait sans doute, à condition toutefois que nous ne fassions pas un préalable du maintien de l'Allemagne unifiée au sein de l'O.T.A.N.

Mais M. Malik m'a paru admettre une difficulté, à laquelle se heurtera toute conversation future, qui est que l'Allemagne de Bonn ayant été pleinement émancipée par l'Occident et l'Allemagne de Pankow par l'Orient, l'Allemagne dans son ensemble n'est pas, comme en avril 1946, un sujet dont traiter à quatre. L'Allemagne est désormais un partenaire avec lequel, sous quelque forme, les Quatre devront traiter.

Mon collègue m'a paru non moins conscient du danger que présenterait l'Allemagne unifiée si elle était laissée libre et sans contrôle. La neutralité de ce grand pays ne semble pas garantir à ses yeux l'Est ou l'Ouest contre les conséquences d'incartades dangereuses. L'Allemagne, qu'elle soit maintenue en deux parts ou qu'elle devienne une et indivisible, devrait s'inscrire dans le contrôle. Si les choses en sont au point que l'Allemagne ne puisse admettre de discrimination, il ne restera d'autre solution que d'appliquer en ces mêmes limitations et ce même contrôle aux diverses parties intéressées. Et l'on voit ainsi que le règlement allemand, la sécurité et le désarmement ne sont, comme dans le document du 10 mai, que divers aspects d'une seule et même chose.

Je ne dispose pas ici d'éléments qui me permettent de pousser plus loin cette analyse. Peut-être les conclusions en apparaîtront-elles excessives ou prématurées. Nous aurions en tout cas, me semble-t-il, intérêt à les avoir présentes à l'esprit au moment d'aborder à nouveau des interlocuteurs qui, dans leur désir de renouveler les éléments de nos problèmes communs, peuvent, si j'ose dire, nous faire voir du pays.

(1) Il pourrait s'agir en fait de la dépêche n° 776, du 2 mai, ci-dessus reproduite sous le n° 243.

(2) Non reproduite. Ce document transmettait les observations de l'ambassadeur sur la proposition présentée par les Soviétiques le 10 mai à la sous-Commission du désarmement (sur cette proposition, voir ci-dessus le n° 267, note). M. Chauvel faisait état d'un récent entretien avec M. Malik au sujet de la future conférence à Quatre et du document soviétique précité. M. Malik s'était plaint de l'absence de réponse à ce dernier, et avait indiqué ignorer tout des intentions de son gouvernement concernant l'Allemagne. Toutefois, le principal obstacle à un accord était à ses yeux le précondition occidentale touchant le maintien d'une Allemagne unifiée dans le cadre de l'U.E.O. et de l'O.T.A.N. ; le choix laissé à l'Allemagne « s'exprimait en termes de guerre [alors] que ce devait être en termes de paix ». Pour M. Chauvel, « l'incertitude de son expression m'a paru alors aggraver la confusion de sa pensée ». L'entretien avait eu lieu en présence du chargé d'affaires de Chine. Pour l'ambassadeur, qui notait que la proposition russe du 10 mai supposait le gouvernement de Pékin admis à l'O.N.U., il était « curieux que Moscou, présentant sur le désarmement des propositions

qui paraissent utiles en plusieurs points, évoque en même temps, dans le document qu'ils nous ont remis, deux affaires aussi contentieuses et aussi difficiles que la question allemande et la question chinoise ».